

Discours étudiant au nom de l'ILPE à la conférence « sciences économiques : formation ou formatage ? » en mai 2015

Introduction.

Trois formes de pluralisme ont été présentées en introduction, le pluralisme des méthodes, des théories et des disciplines. Pour ma part, je vais me concentrer sur les deux premières formes. La troisième est tout aussi importante, mais est aujourd'hui devenue assez évidente. Elle est aussi celle des trois qui est la plus souvent présentée. Étant limité par le temps, j'ai dû faire un choix.

Depuis les années 1970, je mettrai en évidence deux grandes tendances qui caractérisent l'enseignement en économie, et par voie de conséquence la pratique de celle-ci (par le FMI, la BCE,...). Pour tenter de défendre le pluralisme, je ferai donc une sorte d'état des lieux, en illustrant régulièrement avec la crise de 2008.

La première tendance se rapporte au pluralisme des méthodes et est la négligence croissante de trois branches particulières au sein de la discipline : l'histoire économique, l'histoire de la pensée économique et la philosophie et méthodologie de l'économie. Il s'agit également de la négligence des méthodes de recherche qualitatives. La seconde tendance se rapporte elle au pluralisme des théories et est la négligence croissante, la marginalisation et finalement l'exclusion d'autres approches théoriques, dites hétérodoxes. Commençons par la première.

Histoire économique, histoire de la pensée et philosophie.

Autrefois centrales, l'histoire économique, l'histoire de la pensée économique et la philosophie économique sont aujourd'hui considérées, au mieux comme de curieux loisirs, au pire comme une perte de temps.

Elles ont donc graduellement disparu de la partie obligatoire, du cœur, de l'enseignement universitaire en économie, à tel point qu'aujourd'hui, un étudiant peut (je dis bien peut) sortir de l'université après ses études sans savoir situer ou expliquer clairement les mécanismes de la première révolution industrielle, ou en ce qui nous concerne plus directement, sans connaître l'histoire et le développement de l'économie belge. Notre étudiant peut également ne pas connaître l'histoire de sa propre discipline, ni la pensée des grands auteurs de celle-ci, Smith, Marx, Keynes, Schumpeter. Enfin, il peut également avoir des difficultés à questionner en profondeur les outils qu'il utilise, de déterminer la validité de ceux-ci ou de se questionner quant aux implications morales, éthiques et politiques des théories invoquées. Tout cela, évidemment, s'il s'en tient à l'épine dorsale de la formation.

Pourtant, ces cours sont absolument primordiaux, Illustrons.

Histoire économique

Commençons par l'histoire économique...

Premièrement, l'histoire économique améliore notre compréhension des faits actuels, en mettant ceux-ci en perspective historique. Par exemple, les résultats très mitigés de nombreuses politiques

économiques appliquées dans des pays pauvres et misant sur l'ouverture internationale et la libéralisation peuvent être mis en perspective avec notre propre développement industriel au XIXe siècle, qui s'est lui largement fait à l'abri de barrières commerciales élevées pour y favoriser l'industrie nationale et la protéger contre la concurrence étrangère (Paul Bairoch).

Deuxièmement, elle peut nous éviter de faire deux fois les mêmes erreurs en ayant bien à l'esprit ce qui n'a pas fonctionné par le passé. Typiquement, il s'agirait de comprendre comment on en est arrivé, dans les années 1990, à détricoter la régulation financière mise en place après la crise de 1929, ce qui a fortement contribué à la crise de 2008, alors que cette législation visait précisément à empêcher une telle chose de se reproduire ? La même question pourrait se poser concernant les politiques d'austérité appliquées à travers l'Europe, alors que nous savons, par expérience, qu'une période prolongée de difficultés socio-économiques tend à être favorable à la montée des extrêmes.

Enfin, l'histoire économique doit nous empêcher de succomber facilement à des discours simplistes, et est, par voie de conséquence, un enjeu démocratique majeur. Ces discours sont du type : la flexibilité des salaires est un bienfait, l'intervention de l'État dans l'économie est au mieux inutile au pire néfaste, ou même l'inverse, les marchés sont inutiles au pire néfastes, la croissance du PIB est bénéfique socialement, etc. Une perspective historique nous permet de dire que ces affirmations sont fausses, ou en tout cas, que la généralisation de celles-ci l'est. Tout va dépendre du contexte !

Concernant la crise encore, on peut se demander pourquoi tant d'individus ont cru en des théories économiques présentant les marchés financiers comme efficaces alors que l'histoire est jalonnée de problèmes liés à des dysfonctionnements flagrants de ceux-ci. À nouveau, une familiarité avec l'histoire économique aurait très probablement permis d'éviter d'embrasser trop facilement un tel discours.

L'histoire économique est donc centrale. Comprendre le présent à la lumière du passé, ne pas répéter deux fois les mêmes erreurs, et savoir se défendre contre les affirmations simplistes, sont ce qu'elle encourage.

Histoire de la pensée économique

L'économie est une discipline des sciences sociales et est, à ce titre, traversée par de nombreuses controverses. Par le passé déjà, les économistes n'étaient pas d'accord entre eux, et entraient dans des débats sur la validité de leurs approches respectives et des politiques économiques qui en découlaient. Une familiarité avec ces questions est indispensable.

D'abord parce que la diversité qui vient d'être soulignée, loin de n'être qu'une preuve de l'aspect chaotique de la discipline, en fait sa force. La capacité de comprendre ce que tel auteur a voulu dire, dans quel contexte, pourquoi et dans quel but, peut, à l'instar de l'histoire économique, illuminer le présent. De nombreux cas existent où la pensée économique actuelle a pu compter sur une relecture d'auteurs anciens afin d'intégrer une partie de leurs trouvailles. Proche de nous, les travaux de l'économiste Hyman Minsky ont été récupérés par plusieurs économistes après la crise de 2008. Dans les années 1980, Minsky soulignait déjà la nature fondamentalement instable de nos économies, en mettant l'accent sur l'emballement du crédit, donc de la dette, et sur la spéculation financière. Pour lui, les crises sont inhérentes au système, et les périodes de stabilité sont suivies de périodes d'instabilité. Évidemment il eut été préférable que ces travaux soient considérés à leur juste valeur avant la crise, mais comme on dit, mieux vaut tard que jamais.

Ensuite, et à nouveau comme l'histoire économique, une bonne connaissance des théories et des controverses passées permet d'éviter de « reproduire deux fois les mêmes erreurs » en un certain sens. Erreur entre guillemets.

Il s'agit par exemple de l'utilisation, dans nos manuels encore aujourd'hui, de théories et d'outils qui ont été remis en question il y a parfois plusieurs décennies. On peut penser au cadre d'analyse marshallien (en gros, les représentations d'offre et de demande en équilibre partiel qui sont les premiers graphiques que les futurs économistes sont amenés tracer) ouvertement critiqué dans les années 1920 et 1930 par Sraffa ; à la fonction de production agrégée, remise en question dans les années 1960 et 1970 lors de la controverse du Capital ; enfin, à la théorie de l'équilibre général, autant d'un point de vue théorique pour la stabilité de l'équilibre par exemple, que d'un point de vue empirique tant un véritable gouffre semble la séparer de nos économies « réelles ».

Pour terminer, tout simplement, ces auteurs, Smith, Marx, Veblen, Keynes, Hayek, ont bâti la discipline que nous étudions ; leurs écrits me paraissent inévitables.

Enfin, tournons-nous désormais vers la...

Philosophie et méthodologie de l'économie

Savoir manipuler des outils est important. Mais savoir prendre du recul, savoir les questionner et interroger leurs implications morales, éthiques et politiques l'est encore plus. En fait, une pleine compréhension et une pleine capacité d'utilisation des outils justement ne peuvent se faire sans ces derniers aspects.

En tant qu'étudiant, je brûlais d'impatience de pouvoir traiter les questions suivantes :

Pourquoi recourir à une approche axiomatique-déductive ? Qu'est-ce que ce choix implique ? Ne devrait-on pas utiliser plus de méthodes qualitatives ? Est-ce que nos outils sont en adéquation avec la nature de notre objet d'étude ? Mais en fait, quelle est la nature de notre objet d'étude ? Quelles sont les relations entre un modèle et la réalité ? Qu'est-ce qu'un « bon » modèle ? J'ai personnellement pu effleurer (!) ces questions (pas toutes) cette année. Et je suis en dernière master...

Concernant la crise de 2008 à nouveau, un traitement de ces questions aurait pu rendre les économistes plus prudents quant à l'utilisation de modèles, certes mathématiquement élégants, mais à l'utilité incertaine. En réalité, après la crise, des voix s'élevèrent même pour qualifier quelques constructions théoriques comme dommageables car trompeuses.

Enfin, les questions morales, éthiques et politiques font parties intégrantes de la discipline.

Un exemple simple. Le modèle d'entrée dans l'enseignement en microéconomie sert à montrer qu'un marché associé à certaines conditions « parfaites » (des agents sans pouvoir de marché, parfaitement informés, une absence d'externalité,...) mènera à l'optimalité au sens de Pareto. Ce résultat sert par la suite de point de repère, à la limite d'un idéal à atteindre. Ainsi, les politiques économiques sont introduites et envisagées dans le cas où le marché est pris en défaut : pour « corriger » le marché, pour essayer de « réintroduire » les mécanismes de marché ou de « créer » et « étendre » le marché. Au-delà de la robustesse du procédé, cette manière de présenter les choses entraîne de nombreuses implications morales et politiques. La plus directe étant la question de la marchandisation de nos vies sociales. À quel point les théories que nous apprenons participent-elles au remplacement de logiques sociales variées par celle de la logique marchande ? N'introduisent-elles pas un « biais », même sans le vouloir explicitement, en faveur du marché ? Peut-on « marchandiser » la nature ? L'enseignement ? Les soins de santé ?

Bien sûr cela ne s'arrête pas là. J'aurais aimé pouvoir traiter de bien d'autres choses. Par exemple, À quel point les théories que nous apprenons encouragent-elles la poursuite de la croissance du PIB ? Qui est un objectif questionnable. À quel point ces mêmes théories encouragent-elles les politiques

d'austérité en Europe, si douloureuses socialement ? Peu importe finalement la réponse à ces questions, le plus important est de pouvoir y être confronté durant son cursus.

Orthodoxie, hétérodoxie.

Voilà pour le pluralisme des méthodes. Passons désormais à la notion de pluralisme théorique, et à la seconde tendance relevée qui était la négligence croissante, la marginalisation et finalement l'exclusion d'autres approches théoriques en économie, dites hétérodoxes.

L'économie est une discipline traversée par de nombreuses écoles de pensée différentes. Son histoire est marquée par plusieurs bifurcations au cours desquelles un ou des auteurs posaient les fondations d'un cadre théorique spécifique, étaient suivis par des disciples qui poursuivaient l'aventure jusqu'à véritablement créer une école de pensée distincte. Ainsi, les écrits de Marx vont donner naissance à une tradition se réclamant de ce dernier ; ainsi en 1870 se produit la « révolution » marginaliste brisant avec le cadre théorique de l'économie politique classique de Smith et Ricardo et posant les bases de la microéconomie moderne ; et je pourrais continuer comme ça pendant longtemps.

Ce qu'il faut bien comprendre, et retenir, c'est que l'histoire, le développement de la pensée économique n'est pas linéaire. Elle peut véritablement être représentée par un arbre, aux multiples branches et sous-branches. L'histoire de la pensée économique n'est pas caractérisée par l'amélioration d'une pensée particulière, qui aurait réussi à synthétiser tous les apports des grands, et moins grands, économistes du passé, tout en écartant leurs erreurs, de manière à constituer aujourd'hui LA Science économique. Non. En fait, toutes ces différentes écoles de pensée, si elles peuvent être complémentaires, sont aussi antagonistes. Elles utilisent des cadres théoriques différents, des méthodologies différentes, elles ont des considérations différentes, et généralement proposent des politiques économiques différentes. La possibilité d'une énorme synthèse est improbable, voire impossible. Et c'est tant mieux, parce que c'est ce qui fait la richesse de la discipline.

Mais quelles sont, aujourd'hui encore, ces écoles de pensée ? Pour n'en citer que quelques-unes, on a : l'économie postkeynésienne, l'économie autrichienne, l'économie marxiste et néo-marxiste, l'économie institutionnaliste, l'économie féministe, l'économie écologique, et l'économie dite « néoclassique ». Les premières font partie du groupe des théories hétérodoxes. La dernière, est la théorie orthodoxe, ou standard.

Comme ces deux noms l'indiquent, une approche particulière domine la discipline, son enseignement et sa pratique : la théorie orthodoxe. Les autres existent encore mais ne font plus guères partie du cursus. Pourtant, le pluralisme possède de nombreux avantages et l'enseignement en économie gagnerait énormément à le voir revenir.

Une première raison évidente en faveur de ce pluralisme est que l'économie est, comme je l'ai expliqué, par nature plurielle, ouverte, diversifiée et complexe. Être formé en tant qu'économiste, c'est être exposé à cette réalité et donc à ces différentes écoles de pensée. Dans les faits actuellement, les étudiants sont formés à l'économie orthodoxe.

Une seconde raison est qu'aucune école de pensée ne peut prétendre fournir une explication à tous les phénomènes auxquels elle sera confrontée. Chaque école de pensée possède ses lacunes, ses faiblesses, ses angles morts. Raison pour laquelle c'est bien le pluralisme que nous défendons, et non le simple remplacement d'un monisme par un autre.

Ainsi, et malgré d'autres avantages, l'approche orthodoxe va éprouver de réelles difficultés dans l'étude de certains sujets. Mais le recours aux autres écoles de pensée permettrait largement de régler le problème. Pour les institutions, faites appel à l'économie institutionnaliste. Pour les rapports de pouvoir, les questions de subordination, d'aliénation et d'exploitation, vous pouvez compter sur

l'analyse marxiste. L'économie écologique se chargera avec plaisir de vous éclairer sur les interactions entre nos économies et l'environnement. L'économie féministe a fait des questions de genre sa spécialité. Et enfin, chacune d'elle à la fois vous permettra d'étendre significativement votre horizon afin de considérer à leur juste valeur les activités économiques non marchandes, ou non capitalistes. À ce sujet, une lecture de Polanyi s'impose également.

Une troisième justification au pluralisme, liée en fait à la précédente, est la robustesse qu'il conférerait à l'analyse économique en général, et peut à nouveau être illustré par la crise de 2008. Cette crise a largement pris au dépourvu la plupart des économistes orthodoxes. Ils ont ensuite éprouvé certaines difficultés à l'expliquer et à l'intégrer à leur cadre théorique. Cette situation n'aurait pas posé tant de problèmes si d'autres approches avaient pu être mobilisées lorsque l'une d'elle fût prise en défaut. Le pluralisme agit donc au niveau de l'économie comme la biodiversité au niveau environnemental. Et effectivement, du côté hétérodoxe, de nombreuses personnes avaient mis en évidence l'accroissement dangereux de l'endettement privé, la hausse rapide des prix de l'immobilier et la possibilité d'une crise endogène majeure. On voit aussi que, loin d'être une sorte de menace pour la théorie orthodoxe, le pluralisme est une opportunité enrichissante pour elle.

Enfin, une raison additionnelle tout aussi importante, et déjà mentionnée précédemment, est que la discipline transporte avec elle des aspects moraux et politiques évidents. On sait que les politiques économiques ne vont pas bénéficier à tous et toutes de la même façon. Elles peuvent être amenées à créer des gagnants et des perdants.

Étant donné que les différentes écoles de pensée en économie vont avoir tendance à proposer des politiques économiques particulières, l'adoption de l'une ou de l'autre entraînera de fait des implications politiques !

Un exemple simple. Face à la crise, les représentants de l'école postkeynésienne mettent en avant la nécessité pour les États d'augmenter significativement leurs dépenses de manière à soutenir leurs économies respectives. Ils soulignent que de nombreux investissements sont à faire : dans nos infrastructures vieillissantes, dans l'énergie renouvelable, dans les soins de santé, dans la recherche, dans l'éducation. Ils affirment également que ces dépenses devraient être couvertes par la création monétaire des banques centrales. Pourquoi, en effet, utiliser celle-ci pour sauver le secteur financier et non pour s'attaquer au chômage ? Enfin, beaucoup défendent la mise en place d'une « garantie à l'emploi », c'est-à-dire, une situation où l'État garantirait à tous et toutes, en cas de besoin, un travail rémunéré. Dans ce dernier cas, les rapports de force entre travailleurs et employeurs s'en trouveraient transformés puisque le chômage ne serait plus une menace substantielle. Les différences sont assez flagrantes avec la manière dont on essaie de « résoudre » la crise en Europe actuellement, et soulignent bien, encore une fois, tout cet aspect politique.

Le pluralisme est donc ici important car il permet de se rendre compte que des propositions parfois présentées comme des lois implacables ne le sont pas, qu'elles méritent d'être soumises au débat. En très court, le pluralisme évite de tomber dans le TINA, « there is no alternative ».

Pour terminer, une dernière justification un peu plus légère. Une profession qui met autant en avant les bienfaits de la concurrence ne devrait-elle pas l'accepter dans l'enseignement de sa propre discipline ?

Pluralisme des méthodes, pluralisme des théories donc...

En tant qu'étudiant, il est dommage d'avoir à aller découvrir par nous-même toutes ces facettes de notre discipline : son histoire, sa philosophie, son pluralisme, parce que celles-ci ne font que trop peu, ou pas du tout, partie du cœur de notre enseignement.

Les inégalités croissantes ; la dégradation rapide et dangereuse de notre environnement ; l'état actuel et l'avenir de notre système social ; l'état de pauvreté abject dans lequel se trouve au moins 2 milliards de personnes sur cette planète ; de manière générale, les souffrances humaines générées par notre propre système économique ; la finalité, le but, de nos activités économiques,... Voici des enjeux fondamentaux pour qui veut comprendre le monde qui l'entoure et espérer y contribuer positivement. Mais alors que des théories économiques diverses s'attaquent à ces questions et permettent de mieux les comprendre, elles ne sont pas intégrées à l'enseignement en économie. Nous y avons une formation en économie orthodoxe, et donc, oui, nous sommes capables de la mobiliser pour faire sens de certaines choses et aborder certains sujets. Mais ça reste partiel. Nous passons à côté d'une très large partie de la discipline, de sa littérature, de son savoir. Et au final, malheureusement, tout le monde y perd.

En résumé donc,

Pensez-vous qu'il faudrait introduire davantage de pluralisme théorique et méthodologique en économie ? Indéniablement, ma réponse est oui. Et je viens d'en fournir quelques justifications.

Bastien Castiaux